



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Dette publique

Question au Gouvernement n° 3069

Texte de la question

DETTE PUBLIQUE

M. le président. La parole est à M. Laurent Furst.

M. Laurent Furst. Ce n'est pas sans émotion que j'interviens pour la dernière fois dans cet hémicycle, ayant été réélu maire de la ville de Molsheim. (*Applaudissements.*) Je vous invite tous à venir visiter cette commune alsacienne.

Si je prends la parole, monsieur le Premier ministre, c'est simplement pour dire que j'ai peur pour l'avenir de mon pays qui s'abîme à coup de dettes. Soyons clairs, je ne critique en rien les plans de relance, indispensables aujourd'hui comme ils l'étaient après la crise de 2008. Mais je déplore ces années où, pendant que l'Europe du nord équilibrait ses comptes, la France jouait la cigale. Résultat : avant la crise, la dette publique était de 35 500 euros par Français et de 87 000 euros par Français occupant un emploi. Les Français savent-ils qu'avant la crise, si les comptes publics avaient dégagé un excédent de 30 milliards, il aurait fallu cent ans pour rembourser la dette ? Mais avant la crise, lorsque l'État percevait 100 euros il en dépensait 142.

C'est dans ce contexte que notre économie a été mise à l'arrêt, ce qui a fait fondre les recettes et exploser les dépenses.

Lorsque l'État est en déficit, toute dépense nouvelle est financée par l'emprunt. Ce qui m'inquiète, ce n'est pas tant les dépenses liées au plan de relance que toutes ces dépenses structurelles qui pèseront pour longtemps sur le budget. Hier c'étaient les mesures « gilets jaunes » ; aujourd'hui c'est la loi de programmation militaire, toujours plus coûteuse ; ce sera demain le Ségur de la santé, les hausses de salaires promises aux enseignants, la couverture du risque dépendance, le tout financé à grands coups d'emprunts.

Face à cette situation extrêmement difficile, je voudrais dire sans vouloir passer pour un donneur de leçon que j'ai peur. J'ai peur que le nœud coulant de la dette étouffe notre pays à la première montée des taux d'intérêt ; j'ai peur qu'un jour notre pays se noie dans l'océan de ses dettes ; j'ai peur d'un Tchernobyl budgétaire.

Monsieur le Premier ministre, dites-nous simplement s'il y a un montant de dettes publiques à partir duquel vous considérez que la France est en danger. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. Nous vous adressons nos félicitations à vous aussi. Tous nos vœux de succès vous accompagnent dans l'exercice de votre mandat communal.

La parole est à Mme la secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

M. Pierre Cordier. Où est Darmanin ? À Bercy ou à Tourcoing ?

M. Laurent Furst. On ne le voit plus !

Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances. Je vous félicite également, au nom du Gouvernement, pour ce nouveau mandat et les travaux accomplis sur ces bancs. Je serais ravie de visiter Molsheim !

La dette publique va dépasser 120 % du PIB cette année, soit une progression de 20 %, similaire à celle des pays placés dans la même situation que nous. Le plan, que nous avons engagé plutôt plus rapidement que nos voisins, à en croire les entreprises qui ont des sites industriels en France et à l'étranger, va permettre de soutenir nos entreprises et de poser les fondamentaux de la croissance future. Tel est le sens de notre action : c'est la croissance future...

M. Pierre Cordier. Ce n'est pas demain la veille, la croissance future !

Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'Étatqui va nous permettre de faire croître les ressources fiscales et sociales qui nous permettront de rembourser notre dette. Il faut raisonner en termes de retour sur investissements :...

M. Pierre Cordier. La France n'est pas une entreprise !

M. Marc Le Fur. La France n'est pas une start-up !

Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'Étatvous le savez, monsieur Furst, c'est en investissant dans l'innovation, dans la technologie, dans les compétences que nous créons la croissance future et c'est l'objectif de notre action.

Et puis pourquoi faire fi des résultats économiques de grande qualité de ces trois dernières années ? Je crois me souvenir que la dette publique a été stabilisée et que la pression fiscale a diminué, pour la première fois depuis bien longtemps.

M. Fabien Di Filippo. Vous avez battu le record des prélèvements obligatoires !

M. Pierre Cordier. On n'a pas les mêmes chiffres !

Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État . Voilà le sens de notre action, une action qui favorise l'économie, les entreprises et, à travers elles, l'emploi et la sérénité sociale. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Laurent Furst](#)

Circonscription : Bas-Rhin (6^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3069

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Économie et finances (Mme la secrétaire d'État auprès du ministre)

Ministère attributaire : Économie et finances (Mme la secrétaire d'État auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [10 juin 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [10 juin 2020](#)